



**HAL**  
open science

## Étudier le politique en Syrie, de la “ mise à jour autoritaire ” à la guerre

Ayman Al Dassouky, Thomas Pierret

► **To cite this version:**

Ayman Al Dassouky, Thomas Pierret. Étudier le politique en Syrie, de la “ mise à jour autoritaire ” à la guerre. Vanessa Frangville; Aude Merlin; Jihane Sfeir; Pierre-Etienne Vandamme. La liberté académique. Enjeux et menaces, Editions de l’Université de Bruxelles, pp.87-94, 2021, 978-2-8004-1741-7. hal-03200321

**HAL Id: hal-03200321**

**<https://hal.science/hal-03200321>**

Submitted on 26 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License



MAISON  
des SCIENCES  
HUMAINES

# La liberté académique

Enjeux et menaces

Vanessa FRANGVILLE  
Aude MERLIN  
Jihane SFEIR  
Pierre-Etienne VANDAMME  
(dir.)



Éditions de l'Université de Bruxelles

Les droits d'auteurs de ce livre sont versés  
au Fonds de solidarité pour chercheurs en danger.

Photographie de couverture:  
Nelson Mackenzie, Budapest, novembre 2018,  
extraite du film *Szabad Egyetem: The Free University*,  
sous licence Creative Commons CC-BY-SA.

Ce livre a fait l'objet de l'évaluation par les pairs.

Sélection et édition ©Vanessa Frangville, Aude Merlin,  
Jihane Sfeir, Pierre-Étienne Vandamme

Les chapitres © Les contributeurs respectifs.

Ce livre est publié sous licence CC-BY-NC-ND 4.0



Cette licence autorise le partage et la redistribution de  
l'œuvre, à des fins personnelles et non commerciales, tant  
qu'elle est diffusée sans modification et dans son intégralité,  
avec attribution des auteurs et de l'éditeur : V. Frangville,  
A. Merlin, J. Sfeir, P.-É. Vandamme, *La liberté académique.*  
*Enjeux et menaces*, Éditions de l'Université de Bruxelles,  
Bruxelles, 2021 (CC-BY-NC-ND 4.0).

**ISBN** 978-2-8004-1740-0 (print)

**eISBN** 978-2-8004-1741-7 (pdf)

**ISSN** 2736-5956

D2021/0171/4

Publié en 2021 par les Éditions de l'Université de Bruxelles  
Avenue Paul Héger 26  
1000 Bruxelles (Belgique)

[editions@ulb.be](mailto:editions@ulb.be)

[www.editions-ulb.be](http://www.editions-ulb.be)

Publié avec le soutien financier du F.R.S-FNRS et  
de la Maison des sciences humaines (ULB)

Imprimé en Belgique



MAISON  
des SCIENCES  
HUMAINES

# La liberté académique

Enjeux et menaces

Vanessa FRANGVILLE  
Aude MERLIN  
Jihane SFEIR  
Pierre-Étienne VANDAMME  
(dir.)



Éditions de l'Université de Bruxelles

# Étudier le politique en Syrie, de la « mise à jour autoritaire » à la guerre

Ayman Al Dassouky  
Omran for Strategic Studies

Thomas Pierret  
Aix-Marseille Université – CNRS

La guerre qui ravage la Syrie depuis 2011 est l'une des grandes questions internationales de la décennie et, à ce titre, a attiré sur le pays l'attention de nombreux chercheurs, qu'ils soient universitaires ou, plus fréquemment, experts de *think tanks*. À l'orée du conflit, cette expertise se développe très majoritairement dans des institutions occidentales plutôt que syriennes ou arabes. C'est là une manifestation typique des inégalités Nord-Sud qui est toutefois fortement accentuée, dans le cas syrien, par les entraves que le régime a traditionnellement opposées au développement des études politiques dans le pays. Après 2011, toutefois, la situation évolue progressivement avec l'émergence, dans divers pays du Moyen-Orient, de structures à même d'employer le nombre croissant d'expatriés syriens désireux d'étudier les dynamiques politiques de leur pays.

## Une ouverture calculée (2000-2007)

Avant 2011, les Syriens qui entendent faire carrière dans les études politiques doivent généralement le faire à l'étranger. Parmi les politistes syriens établis dans des universités occidentales, on retient notamment les noms de Najib Ghabbian (University of Arkansas), neveu de l'ancien chef des Frères musulmans syriens en exil Munir Ghabban<sup>1</sup>, et Burhan Ghalioun (Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3),

---

<sup>1</sup> N. Ghabbian, *Democratization and the Islamist Challenge in the Arab World*, Boulder, Westview Press, 1997.

dont le *Manifeste pour la Démocratie* publié en 1976 a contribué à populariser la question du libéralisme politique parmi une gauche arabe jusqu'alors focalisée sur la lutte contre l'impérialisme et pour la révolution sociale. En 1983, Ghalioun rejoint les rangs de l'Organisation arabe pour les droits de l'homme<sup>2</sup>. Une même aspiration au changement politique caractérise les chercheurs syriens opérant au sein de *think tanks* étrangers comme les résidents français Bassma Kodmani et Salam Kawakibi qui, à partir du milieu des années 2000, occupent respectivement les postes de directeur et de vice-directeur de l'Arab Reform Initiative, consortium de centres de recherche arabes créé à l'initiative du *think tank* états-unien Council on Foreign Relations<sup>3</sup>.

En Syrie même, il n'existe pas de département universitaire de science politique jusqu'aux premières années du XXI<sup>e</sup> siècle. Le Haut Institut d'études politiques (HIEP) fondé en 1979 est directement rattaché au parti dirigeant, le Baas, dont l'idéologie, en sus du droit public, constitue l'essentiel des enseignements. Quant au seul centre de recherches politiques qu'abrite alors le pays, le Centre arabe d'études stratégiques (CAES), il n'est pas syrien mais yéménite. Le CAES est créé en 1995 par Ali Nasser Muhammad, président de la République démocratique populaire du Yémen (Sud Yémen) de 1980 à 1986 avant de se réfugier à Damas. Les moyens financiers et les relations personnelles de Muhammad avec les dirigeants syriens lui permettent de tenir en respect les censeurs et de jouir d'une liberté d'action tout à fait unique. Il en fait notamment usage pour publier les travaux de Jamal Barut, un chercheur syrien abordant des sujets aussi tabous que l'histoire du chapitre syrien des Frères musulmans, dont tous les membres sont passibles de la peine de mort depuis 1980<sup>4</sup>. Fait révélateur, Barut n'est pas un universitaire mais un haut fonctionnaire de la Direction de l'éducation d'Alep s'adonnant à la recherche durant son temps libre.

Bien que de qualité, les publications du CAES sont volumineuses, onéreuses et imprimées en nombre limité, ce qui, avant Internet, les destine à une audience réduite. Comme les livres étrangers sur la politique syrienne, rarement traduits en arabe au demeurant, les travaux du CAES sont conservés à la Bibliothèque nationale Assad sans nécessairement être mis à la disposition des lecteurs. Pour le reste, le droit de publier sur des questions politiques, le plus souvent chez des éditeurs libanais, est réservé à quelques privilégiés comme le diplomate et député Georges Jabbour. Comme l'illustre le titre du principal ouvrage politique du précité (*La pensée politique contemporaine en Syrie*, publié en 1987<sup>5</sup>), le propos se doit, pour être acceptable, de se focaliser sur la théorie plutôt que sur les pratiques. De manière révélatrice, c'est au directeur du département de philosophie de l'Université de Damas, Ahmad Barqawi, plutôt qu'à un politiste que le Baas commande en 2004 un rapport sur les thèmes de la « démocratie » et de la « société civile »<sup>6</sup>. Il faut

<sup>2</sup> E. S. Kassab, *Enlightenment on the Eve of Revolution: The Egyptian and Syrian Debates*, New York, Columbia University Press, 2019, p. 96-100.

<sup>3</sup> Kodmani quitte l'organisation en 2019 tandis que Kawakibi prend la tête du CAREP (Centre arabe d'études et de recherches de Paris), antenne française du Centre arabe de Doha au Qatar.

<sup>4</sup> J. Barut, « Suriyya : usul wa ta'arujat al-sira' bayn al-madrasatayn at-taqlidiyya wa al-radikaliyya » [« Syrie : origines et contours du conflit entre les écoles traditionnelle et radicale »], in J. Barut et F. Darraj, *al-Ahزاب wa-l-harakat wal-jama'at al-islamiyya* [Les Partis, mouvements et groupes islamistes], Damas, Centre arabe d'études stratégiques, 2000, p. 255-324.

<sup>5</sup> *Al-fikr al-siyasi al-mu'asir fi Suriyya*.

<sup>6</sup> *Al-Hayat*, 10 mars 2004, <https://web.archive.org/web/20190523092928/http://www.alhayat.com/article/1198727>.

dire que le parti hégémonique, alors en quête d'idées neuves, risque peu de trouver ces dernières auprès des « analystes politiques » apparaissant régulièrement sur les télévisions syriennes et arabes, tels Imad Fawzi al-Shu'aybi et Umran al-Zu'bi, dont la contribution à la réflexion politique se limite à reproduire fidèlement la ligne officielle<sup>7</sup>.

Comme l'illustre l'épisode du « rapport Barqawi » sur la démocratie, la situation commence à évoluer timidement durant la première décennie de règne de Bashar al-Assad, qui succède à son père Hafez en 2000. En effet, le nouveau président engage une politique de « mise à jour autoritaire », c'est-à-dire une ouverture limitée du système visant à rendre ce dernier plus flexible, et donc plus durable, dans un contexte de globalisation libérale<sup>8</sup>. En 2003, l'HIEP est libéré de la tutelle du Baas, considéré par Assad comme un obstacle à ses projets de réformes économiques néolibérales<sup>9</sup>. Devenu « Faculté de sciences politiques » (FSP), l'institut se voit rattaché à l'Université de Damas<sup>10</sup>.

La création de la FSP n'induit pas une mutation radicale. La majorité des professeurs sont empreints de leur formation dans le bloc soviétique et demeurent plus systématiquement alignés sur les positions du régime que leurs collègues d'autres facultés. Les lignes rouges restent nombreuses : toute discussion critique de la politique étrangère syrienne est exclue, tandis que la politique intérieure continue d'être abordée sous le seul angle du droit public. Jugée particulièrement sensible, pour des raisons évidentes, la FSP est placée sous une surveillance tatillonne des services de renseignements, qui convoquent régulièrement enseignants et étudiants lorsque des informateurs leur rapportent des discussions ou projets de recherche considérés comme inappropriés, comme les relations intercommunautaires, les politiques religieuses de l'État ou encore l'opinion de la population quant aux privatisations en cours.

Le changement n'est pas totalement absent, cependant. Le premier doyen de la FSP, Samir Isma'il, modernise les programmes hérités du HIEP et recrute de nouveaux enseignants diplômés d'universités occidentales tels Marwan Qabalan (Université de Manchester) et Khalid al-Masri (Université de Denver). Les échanges d'étudiants avec des universités étrangères, notamment turques, apportent également leur lot de perspectives neuves. Enfin, bien que la chape de plomb sécuritaire dissuade l'expression d'une pensée critique dans les salles de cours, l'évolution du contexte politique, dont l'affirmation d'une opposition intérieure lors des épisodes du Printemps de Damas (2000-2001)<sup>11</sup> et de la Déclaration de Damas (2005)<sup>12</sup>, inspire des discussions passionnées au sein des *chulal* (sing. *chulla*), petits groupes informels d'étudiants soudés par des liens d'amitié et de confiance.

<sup>7</sup> Shu'aybi est ingénieur de formation et titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Damas. Al-Zu'bi, diplômé en droit, sera ministre de l'Information de 2012 à sa mort en 2018.

<sup>8</sup> S. Heydemann, *Upgrading Authoritarianism in the Arab World*, Washington, Brookings, 2007.

<sup>9</sup> Une autre illustration de ce processus est l'autonomisation du conseil des ministres vis-à-vis du commandement régional du Baas. Voir S. Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

<sup>10</sup> Les informations concernant la FSP, comme celles qui portent sur le centre Orient, évoqué plus loin, sont tirées de l'expérience professionnelle directe de l'auteur Ayman Al Dassouky au sein de ces institutions.

<sup>11</sup> Suite à l'avènement de Bachar al-Assad, des intellectuels et activistes politiques expriment leurs demandes de réformes politiques par le biais de forums et de pétitions. Le mouvement prend fin avec l'arrestation de deux de ses animateurs, les députés Riyad Seif et Ma'mun al-Homsi.

<sup>12</sup> Alors que le régime, accusé de l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafiq al-Hariri, fait l'objet de fortes pressions internationales, une vaste coalition d'opposants allant de la gauche aux Frères musulmans publie en 2005 une déclaration commune en faveur du changement démocratique.

Si l'offre évolue timidement avec la création de la FSP, la demande se transforme également. Le HIEP recrutait habituellement des étudiants se destinant à une carrière dans la haute fonction publique et provenant de communautés loyales au régime comme la minorité alaouite et certaines régions rurales sunnites. À l'inverse, la FSP attire un nombre croissant de membres de la classe moyenne urbaine sunnite qui, s'ils conçoivent peu d'espoirs de faire carrière dans les milieux officiels, n'en désirent pas moins étudier une discipline dont la pertinence s'accroît avec l'importance de la question démocratique en Syrie et dans le monde arabe durant les années 2000<sup>13</sup>.

La mise à jour autoritaire se traduit également par le décret 36 qui, en 2001, autorise l'établissement d'universités privées. L'une d'elles, l'Université du Qalamoun, établie en 2002 à Deir 'Atiyyeh au nord de Damas, se dote d'une Faculté de relations internationales à la tête de laquelle est nommé Marwan Qabalan. Elle recrute également de jeunes enseignants occidentaux qui, s'ils n'échappent pas à la surveillance de rigueur (tous les cours sont enregistrés à l'attention des agences sécuritaires), n'en contribuent pas moins à élargir les horizons des étudiants<sup>14</sup>.

Parallèlement, on assiste à l'institutionnalisation de l'expertise politique en dehors de l'université à des fins qui relèvent aussi de la volonté de perpétuation du régime dans un monde en transformation. Le centre de recherche Orient (*markaz al-charq*), premier *think tank* véritablement syrien, voit le jour en 2007 sous la direction de Samir al-Taqi, médecin de formation et conseiller du gouvernement. Alors que le centre de recherche en sciences humaines et sociales de l'Université de Damas souffre d'un manque de ressources, Orient est discrètement, mais généreusement, financé par la Direction du renseignement général du général Ali Mamlouk. Grâce à son indépendance formelle, le centre a vocation à participer à des rencontres de type *track two* (diplomatie informelle) avec des interlocuteurs occidentaux, permettant ainsi au régime de rompre l'isolement international corollaire de la crise libanaise de 2004-2005. Orient offre d'appréciables possibilités de formation à ses jeunes stagiaires issus de la FSP, qui y bénéficient d'un accès sans égal aux publications étrangères et même à des rapports des services de renseignement sur la situation intérieure du pays<sup>15</sup>.

Finalement, le modeste renouveau de l'opposition intérieure durant les années 2000 conduit à l'apparition d'auteurs dont le travail relève à la fois du plaidoyer en faveur du changement politique et de l'analyse des transformations du pays. D'orientations politiques allant du conservatisme à la gauche laïque, ces autodidactes opèrent en dehors de toute institution, à l'instar du dentiste Radwan Ziadeh, de l'islamologue Abd al-Rahman al-Haj, du prothésiste dentaire Hazim al-Nahar, de l'avocate Razan Zaytuneh et de l'ancien prisonnier politique Yassin al-Haj Saleh<sup>16</sup>. Ces figures aux multiples chapeaux – activistes, intellectuels, chercheurs, en sus de leur profession principale – sont le produit d'un contexte caractérisé par le sous-développement tant

<sup>13</sup> Entretien avec Hamzeh el-Mustafa, diplômé de la FSP originaire de Hama, par Skype, 7 mai 2019.

<sup>14</sup> Discussion avec Erik Mohns, ancien enseignant de la faculté, Copenhague, septembre 2011.

<sup>15</sup> Expérience personnelle de l'auteur Ayman Al Dassouky et entretien avec Hamzeh el-Mustafa, qui furent tous deux stagiaires du centre.

<sup>16</sup> Pour une collection d'articles publiés par ces auteurs, voir R. Ziadeh (éd.), *Ma'rakat al-islam fi suriya [La bataille de la réforme en Syrie]*, Le Caire, Cairo Center for Human Rights, 2006.



des études politiques, qui laissent un vide à combler, que de l'opposition elle-même, dont résulte un manque de spécialisation fonctionnelle en son sein.

Eu égard à la nature sensible des problèmes dont ils traitent, et suivant en cela une vieille habitude des intellectuels syriens, les opposants-chercheurs travaillent avec des éditeurs et périodiques établis au Liban, en Égypte et aux Émirats arabes unis. Des liens plus discrets sont établis avec l'opposition en exil : ainsi, la recherche présidant à la rédaction de *La Renaissance chiite en Syrie* d'Abd al-Rahman al-Haj, ouvrage polémique mais soigneusement documenté sur les activités missionnaires chiïtes dans le pays, est financée par le mouvement Justice et Construction, une formation islamiste modérée établie à Londres<sup>17</sup>.

## Délibéralisation et transnationalisation (2007-2011)

Dans la seconde moitié de la décennie, la mise à jour autoritaire rencontre ses limites au moment où le leadership syrien témoigne à la fois d'une assurance accrue en raison de sa réhabilitation diplomatique, consacrée par la visite officielle d'Assad à Paris en 2008, et d'une sourde anxiété face à l'audace croissante de l'opposition. Craignant d'être arrêtés, Abd al-Rahman al-Hajj et Radwan Ziadeh quittent tous deux la Syrie en 2007. Tandis que le premier est recruté par l'Université islamique internationale de Malaisie, le second fonde à Washington un petit *think tank*, le Syrian Center for Political and Strategic Studies (SCPSS)<sup>18</sup>.

Les opposants en bonne et due forme ne sont pas les seuls à chercher, à l'étranger, un environnement moins étouffant ou, du moins, des opportunités professionnelles trop rares en Syrie. Avec la fin de l'isolement international du régime, le centre Orient perd de son intérêt pour ce dernier. Il est fermé en 2010 lorsque son directeur Samir al-Taqi s'exile à Dubaï après la publication par Wikileaks de télégrammes diplomatiques révélant que, quelques années plus tôt, l'intéressé a évoqué le raidissement confessionnel du régime lors d'une réunion avec des diplomates états-unis en poste à Damas<sup>19</sup>.

À Dubaï, al-Taqi refonde le Centre de recherche Orient (ORC: Orient Research Center) grâce aux financements du pays hôte. Bien qu'il recrute principalement des chercheurs syriens fuyant le pays après 2011 – son numéro deux est Ahmad Barqawi, l'auteur du rapport sur la démocratie remis au Baas en 2004<sup>20</sup> –, Orient se veut généraliste et traite de diverses questions internationales plutôt que strictement syriennes.

<sup>17</sup> A. al-Haj, *al-ba'th al-shi'i fi Suriya [La renaissance chiite en Syrie] 1919-2007*, Beyrouth, Jusur, 2017. Le livre est d'abord publié en ligne de manière anonyme en 2008.

<sup>18</sup> À la même époque, Ziadeh publie *Power and Policy in Syria: Intelligence Services, Foreign Relations and Democracy in the Modern Middle East*, Londres, I.B. Tauris, 2010.

<sup>19</sup> « "Shia-ization" in Syria, regime's election concerns, a-Dhari visit », 8 février 2007 ; *Wikileaks*, [https://web.archive.org/web/20190524194510/https://wikileaks.org/plusd/cables/07DAMASCUS128\\_a.html](https://web.archive.org/web/20190524194510/https://wikileaks.org/plusd/cables/07DAMASCUS128_a.html).

<sup>20</sup> *'an al-markaz [À propos du centre]*, <https://web.archive.org/web/20190523114737/https://www.orientresearchcentre.com/about-us-ar>.

Ce ne sont toutefois pas les Émirats arabes unis, mais l'État rival du Qatar qui récupère l'essentiel des (maigres) forces vives de la recherche politique syrienne à la charnière des deux premières décennies du siècle. Les raisons en sont une stratégie plus ambitieuse en matière de *soft power*, un environnement de travail politiquement plus ouvert et, après 2011, un soutien plus enthousiaste au mouvement révolutionnaire, auquel se rallient la plupart des politistes syriens.

En 2010, année de la fermeture du centre Orient en Syrie, est fondé à Doha le Centre arabe de recherches et d'études politiques, qui participe de l'entreprise qatarie de cooptation de l'intelligentsia arabe. Son directeur, Azmi Bishara, ancien député arabe au Parlement israélien, entretient alors de bonnes relations avec le régime d'Assad et cherche des recrues en Syrie. Outre Jamal Barut, il embauche l'économiste Samir Sayfan, du centre Orient, d'anciens stagiaires d'al-Taqi et, après le début du soulèvement en Syrie, Marwan Qabalan<sup>21</sup>.

D'autres chercheurs exilés aux vocations plus distinctement politiques s'engagent directement au service de la cause révolutionnaire après 2011. Abd al-Rahman al-Haj participe ainsi à la création du Conseil national syrien, première instance de représentation de l'opposition établie à l'étranger, avant de devenir conseiller du ministère de l'Éducation du gouvernement intérimaire de la Coalition nationale syrienne fondé en 2013<sup>22</sup>. Radwan Ziadeh prend appui sur le SCPSS pour intensifier son travail de plaidoyer auprès des décideurs états-uniens, notamment *via* le Syrian Expert House, projet consistant à réunir des centaines d'opposants afin de déterminer les paramètres de la transition démocratique à venir<sup>23</sup>. Razan Zaytuneh et Yassin al-Haj Saleh rejoignent quant à eux les réseaux révolutionnaires opérant à l'intérieur du pays. Fin 2013, la première est enlevée dans une banlieue de Damas sous contrôle rebelle – elle ne réapparaîtra jamais, tandis que le second s'établit en Turquie et s'impose comme l'intellectuel syrien le plus en vue au niveau international<sup>24</sup>.

## Expansion et pluralisation : les *think tanks* syriens à l'étranger (2014-2017)

En dépit d'une extraversion du champ qui, on l'a vu, débute avant même le soulèvement de 2011, c'est en Syrie, et non à l'étranger, qu'est établi le premier *think tank* réellement indépendant. En 2012, des anciens de la FSP et du centre Orient opérant

<sup>21</sup> Parmi leurs publications pour le centre, voir J. Barut, *Al-'aqd al-akhir fi tarikh Suriya [La Dernière Décennie de l'histoire de la Syrie]*, 2012; H. El-Mustafa, *Al-majal al-'amm al-iftiradi fi al-thawra al-suriyya [La Sphère publique virtuelle dans la révolution syrienne]*, 2012; N. Satik, « al-hala al-ta'ifiyya fi al-thawra al-suriyya » [« Le fait confessionnel dans la révolution syrienne »], *'Umran*, 215, 2013, p. 103-168.

<sup>22</sup> Discussions informelles avec les auteurs, 2011-2016.

<sup>23</sup> Site officiel : <https://web.archive.org/web/20190524195145/http://syrianexperthouse.org>.

<sup>24</sup> Voir notamment Y. al-Haj Saleh, *The Impossible Revolution: Making Sense of the Syrian Tragedy*, Londres, Hurst, 2017.

sous la supervision scientifique de Marwan Qabalan créent le Centre d'études Sham<sup>25</sup>. Établi dans une banlieue de Damas tenue par l'opposition, celui-ci compte huit chercheurs sur l'ensemble du territoire national, y compris, de manière clandestine, dans des zones sous contrôle du régime. Originellement bénévole et motivé par la volonté de fournir au mouvement révolutionnaire des analyses de la situation nationale et internationale, le centre est bientôt financé par un des leaders de la contestation à Damas. Lorsque ce dernier est arrêté et exécuté en prison, le centre passe un contrat avec la Coalition nationale mais le rapport (non publié) fourni à cette dernière reste sans lendemain. Les conditions sécuritaires poussent ensuite la plupart des chercheurs de Sham à quitter le pays à partir de 2014<sup>26</sup>.

Au milieu de la décennie, le champ de l'expertise politique syrienne de langue arabe connaît une profonde transformation avec l'émergence d'une multitude de centres de recherche spécialisés au Moyen-Orient. Ce champ est largement dominé, financement aidant, par le Qatar. Le Centre arabe de Doha qui, on l'a vu, possède depuis l'origine une masse critique de chercheurs syriens, se dote en 2016 d'une filiale spécifiquement consacrée à la Syrie, le Centre Harmoon d'études contemporaines. Initialement confiée à l'opposant susmentionné Hazim al-Nahar (jusqu'en 2018), la direction du centre réunit, dans un schéma caractéristique de la politique du Qatar de segmentation idéologique de sa clientèle, des vétérans de l'intelligentsia laïque de gauche (Abdallah al-Turkmani, Khudr Zakaria, Youssef Salame).

Parallèlement se multiplient en Turquie des *think tanks* plus directement liés aux organisations de l'opposition syrienne et plus ou moins dotés en ressources financières et humaines. Le plus important, avec jusqu'à dix chercheurs permanents, est le Centre Omran, fondé en 2014 par le Forum syrien de l'homme d'affaires pro-Qatar Mustafa al-Sabbagh, alors l'une des figures les plus influentes de la Coalition nationale syrienne<sup>27</sup>. Des Frères Musulmans, également proches de Doha, fondent les centres Jusoor (« Ponts ») et Idrak (« Compréhension »)<sup>28</sup>. Le Centre Turan est fondé par des anciens membres de factions rebelles, l'Armée de l'Islam et le Mouvement de Libération de Homs<sup>29</sup>. Enfin, abordant le conflit sous l'angle de l'économie et du développement et affectant une posture moins marquée politiquement que les précédents – ses publications évoquent la « crise » (*azma*) plutôt que la « révolution » (*thawra*) –, le Syrian Center for Policy Studies est établi à Beyrouth et coopère notamment avec les agences onusiennes<sup>30</sup>.

<sup>25</sup> Le terme « Sham » est un terme ancien désignant, selon le contexte, la ville de Damas ou une région correspondant *grosso modo* à la Syrie actuelle et à ses voisins libanais, jordanien et israélo-palestinien.

<sup>26</sup> L'un des auteurs, Ayman Al Dassouky, fut l'un des fondateurs du centre.

<sup>27</sup> Site officiel : <https://web.archive.org/web/20190524151231/https://www.omrandirasat.org>.

<sup>28</sup> Sites officiels : <https://web.archive.org/web/20190524151440/https://jusoor.co/ar> et <https://web.archive.org/web/20190524151913/https://idraksy.net>.

<sup>29</sup> Site officiel : <https://web.archive.org/web/20190524152306/http://torancenter.org>.

<sup>30</sup> *Al-Akhbar*, 20 novembre 2013, <https://web.archive.org/web/20190524150950/https://al-akhbar.com/Syria/61234>.

## Quelles perspectives d'avenir ?

À l'exception du Centre arabe de Doha, organiquement lié au richissime État du Qatar, les centres précités font face à un avenir incertain. Les revers cuisants infligés à l'opposition syrienne depuis l'intervention russe de 2015 ont entamé tant l'enthousiasme des donateurs que la pertinence même de structures dont les réflexions étaient souvent guidées par la perspective d'une transition, aujourd'hui illusoire. Pour nombre de chercheurs syriens, l'avenir est d'autant plus incertain que la concurrence pour les postes s'accroît avec l'arrivée de nouveaux venus sur le marché du travail. Activistes révolutionnaires, ceux-ci œuvraient auparavant pour le compte d'organisations humanitaires et d'agences de développement occidentales (DFID<sup>31</sup>, USAID) désireuses d'obtenir des informations précises sur leurs zones d'opérations, c'est-à-dire les régions tenues par les groupes rebelles. Avec le rétrécissement de ces dernières et le retrait de nombreux acteurs internationaux, les intéressés se retrouvent sur le carreau et se reconvertissent dans la recherche à proprement parler.

Pour ces nouveaux venus comme pour leurs prédécesseurs, les obstacles sont nombreux. Beaucoup aspirent à poursuivre leur carrière dans des universités ou centres de recherche occidentaux mais, héritage des politiques éducatives du régime baasiste, la maîtrise de l'anglais fait parfois défaut. Tirant pour la plupart un avantage comparatif de leur accès privilégié aux régions tenues par l'opposition, préoccupation première des bailleurs de fonds internationaux jusqu'en 2016-2017, ils sont aujourd'hui victimes de la solution militaire imposée par le régime. Si la demande occidentale d'analyse de la situation en Syrie demeure forte, elle se concentre aujourd'hui sur des dynamiques de sortie de conflit (reconstruction, démobilisation) qui se déploient prioritairement dans les régions sous contrôle de Damas. Ce renversement joue à l'avantage d'une nouvelle génération, encore balbutiante, d'aspirants chercheurs qui, eux, n'ont pas coupé les ponts avec « l'intérieur » et peuvent y travailler, fût-ce dans des conditions sécuritaires difficiles.

En conclusion, la Syrie connaît, près d'une décennie après le début du conflit, une communauté de politistes autrement plus vaste, diversifiée et expérimentée que ce n'était le cas avant le conflit. Cette communauté s'est aussi fortement transnationalisée, ce qui est à la fois un avantage, du fait de l'accès aux ressources institutionnelles et financières étrangères, et un handicap, en raison d'une possible coupure avec les réalités du terrain. Réunir les deux Syrie, celle de l'intérieur et celle de la diaspora, sera, dans ce domaine comme dans d'autres, l'un des nombreux défis de l'avenir.

<sup>31</sup> Department for International Development (Royaume-Uni).

# La liberté académique

Enjeux et menaces



Fondement de la vie intellectuelle dans l'université et dans la société, condition essentielle pour une recherche et un enseignement de qualité, la liberté académique se trouve aux prises avec des menaces plus ou moins explicites, plus ou moins ciblées, dans divers pays du monde, brouillant parfois la frontière entre monde démocratique et monde non démocratique.

L'enjeu de ce livre est de proposer une analyse conceptuelle de la notion de liberté académique, resituée dans une perspective socio-historique, avant d'aborder les différents contextes qui produisent des menaces sur elle. Faisant dialoguer philosophie et sciences sociales, recherches scientifiques et témoignages de terrain, cet ouvrage présente des études de cas en Azerbaïdjan, Belgique, Burundi, Chine, Hongrie, Iran, Liban, Russie, Syrie et Turquie. Ces cas nous donnent à voir une diversité des situations : conflit armé et situations post-conflit ; non-protection par l'État, voire criminalisation des chercheurs par celui-ci ; pressions économiques, sociales ou idéologiques, notamment. Ils mettent aussi en lumière des espaces improbables où la liberté académique survit parfois ainsi que des initiatives de solidarité transnationale entre académiques.

Vanessa FRANGVILLE  
Aude MERLIN  
Jihane SFEIR  
Pierre-Étienne VANDAMME  
(dir.)

*Vanessa Frangville est professeure en Études chinoises à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et directrice de l'équipe de recherche EAST (Asie de l'est) de la Maison des sciences humaines de l'ULB. Ses principales recherches et publications portent sur les politiques ethniques en Chine et leur impact sur les productions culturelles liées aux « minorités » chinoises.*

*Aude Merlin est chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), spécialiste de la Russie et du Caucase et membre du Cevipol. Ses principales recherches portent sur les processus politiques et sociaux dans l'espace postsoviétique, notamment sur les conflits du Caucase et leurs conséquences, ainsi que sur la diaspora tchétchène.*

*Jihane Sfeir est historienne du monde arabe contemporain, professeure à l'Université libre de Bruxelles. Elle est fondatrice et responsable de l'Observatoire des mondes arabes et musulmans (OMAM), entité intégrée à la Maison des sciences humaines de l'ULB. Ses principales publications ont porté sur les réfugiés palestiniens, la guerre civile libanaise, l'histoire, la mémoire et les archives dans le monde arabe.*

*Pierre-Étienne Vandamme est chercheur postdoctoral (FNRS) en théorie politique à l'Université libre de Bruxelles (Cevipol). Ses recherches portent sur la légitimité et les innovations démocratiques, les théories de la justice sociale et l'éducation à la citoyenneté. Il est l'auteur de *Démocratie et justice sociale* (2021).*

Prix : 23 €

ISBN 978-2-8004-1740-0



www.editions-ulb.be